Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT-RÉGION DE MAYOTTE

ASSEMBLÉE DE MAYOTTE

Assemblée Plénière du mardi 26 mai 2026

Membres en exercice : 26
Présents : 18
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mardi 12 mai 2026

DELIBERATION N°DL_AP2026_0128

Relative au compte financier unique 2025

L'an deux mille vingt-six, le vingt-six mai, à 09h00, l'Assemblée de Mayotte s'est réunie en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Étaient présents :
Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Étaient représentés :
Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Monsieur Alain SARMENT, Madame Laini ABDALLAH BOINA donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Abdoul KAMARDINE donne pouvoir à Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Monsieur Soula SAID SOUFFOU

Étaient absents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Soihirat EL HADAD

Présidente de séance désignée : Madame Bibi CHANFI, 2ème vice-présidente, a présidé la séance en l'absence du Président de l'Assemblée de Mayotte, M. Ben Issa OUSSENI qui s'est déporté ;

Secrétaire de séance désignée :
Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales;
Vu l'article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015 ;
Vu le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 ;
Vu la délibération n°2021.0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant le rapport n° N°2026-02981 de Monsieur le Président de l'Assemblée de Mayotte ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

L'Assemblée de Mayotte,

DECIDE

Article 1 : d'adopter le Compte Financier Unique 2025 du budget principal, et des budgets annexes Santé Protection de l'Enfance (SPE) et de la Direction des Transports Maritimes (DTM), lesquels présentent une parfaite concordance avec les comptes du Payeur Départemental, tant au niveau des résultats détaillés que globaux ;

Article 2 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivant du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et sa transmission au Représentant de l'État dans le Département-Région de Mayotte.

Pour extrait certifié conforme
Le Président de l'Assemblée de Mayotte



Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT - RÉGION
MAYOTTE
www.mayotte.fr
DGA - Développement Humain et Moyens

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

Réunion du 26 mai 2026

Rapport N° 2981 de Monsieur le Président

Relatif au compte financier unique 2025

Le Compte Financier Unique (CFU) remplace désormais le compte administratif et le compte de gestion. Il vise à renforcer la transparence et la fiabilité de l'information financière, en présentant conjointement les données de l'ordonnateur et du comptable public au sein d'un document unique.

Le CFU constitue le dernier acte du cycle budgétaire annuel, suivant le débat sur les orientations budgétaires et le vote du budget primitif. Il rend compte de l'exécution des décisions budgétaires intervenues au cours de l'année et doit refléter une image fidèle et sincère de la situation financière du département-Région, en conformité aux principes régissant les finances publiques.

Par ailleurs, l'amélioration des fondamentaux des finances amorcée en 2023 s'est poursuivie en 2024. Toutefois, l'année 2025 marque un léger décrochage de cette dynamique, malgré une relative maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses de fonctionnement progressent de 4% (18 millions d'euros) entre 2024 et 2025, passant de 423 à 440 millions d'euros ; une hausse bien moins marquée qu'entre 2023 et 2024 (+11%). Parallèlement, les recettes baissent de 2%, de 528 millions d'euros à 519 millions d'euros.

Grâce au maintien du soutien financier de l'Etat et aux augmentations enregistrées pour l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), l'octroi de mer et la taxe sur les carburants, la collectivité a pu dégager un autofinancement satisfaisant, malgré l'augmentation des dépenses et la baisse relative des recettes.

L'exercice 2025 présente ainsi un résultat de fonctionnement de 79 millions d'euros, contre 106 millions d'euros en 2024. En parallèle, la section d'investissement dégage un résultat cumulé légèrement excédentaire, d'environ 0,5 millions d'euros.

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

	SECTION FONCTIONNEMENT			SECTION INVESTISSEMENT		
	CA 2023	CA 2024	CA 2025	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Recettes	447 126 062	528 346 782	519 827 155	90 060 928	117 014 574	157 103 746
Dépenses	381 672 505	422 422 037	440 332 110	115 255 483	116 362 611	134 513 855
Résultat de l'exercice	65 453 557	105 924 745	79 495 045	- 25 194 555	651 962	22 589 891

1. Une situation financière nettement améliorée depuis 2023, mais encore fragile

La stabilisation ou la baisse des ressources, conjuguée au dynamisme de certaines dépenses difficilement compressibles, peut réduire fortement les marges de manœuvre de la collectivité.



Après une chute brutale de l'épargne en 2022, celle-ci remonte à 80 millions d'euros en 2023, puis à 121 millions d'euros en 2024, avant de redescendre à 101 millions d'euros en 2025. La situation financière de la collectivité s'est certes améliorée depuis 2023, mais elle demeure très fragile.

Le taux d'épargne brute diminue de 4 points en 2025, pour s'établir à 19% contre 23% en 2024. Cette évolution reflète une situation financière encore contrastée.

L'évolution des résultats de fonctionnement de 2014 à 2025

Evolution des résultats de fonctionnement de 2014 à 2025												
En millions d'euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Recettes de fonctionnement	245	265	295	322	319	307	322	337	344	447	528	520
Dépenses de fonctionnement	258	290	268	282	257	253	265	286	327	382	422	440
Résultat de l'exercice	-13	-25	27	41	62	54	56	51	17	65	106	79
Déficit ou excédent reporté	29	16	-9	4	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat cumulé	16	-9	18	45	62	54	56	51	17	65	106	79

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

Le résultat de l'exercice 2025 s'élève à 79 millions d'euros, contre 106 millions d'euros en 2024. Cette diminution souligne la vulnérabilité des finances de la collectivité et leur forte exposition à des facteurs externes. Toutefois, ce niveau demeure significatif et témoigne d'une capacité d'autofinancement globalement satisfaisante.

1.1. Des recettes de fonctionnement légèrement en baisse

Bien que les recettes de fonctionnement aient progressé de manière continue depuis 2021, elles enregistrent une baisse en 2025.

Recettes de fonctionnement (en M€)												
Libellés	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Atténuations de charges	12.1	14.0	14.3	6.4	18.5	5.8	4.2	4.6	6.3	6.8	3.6	2.9
Allocation personnalisée d'autonomie	0.0	1.2	1.9	2.6	1.7	1.7	2.3	3.2	7.7	10.0	29.6	46.1
Dotation de [illegible]											18.1	
Revenu de solidarité active	16.0	16.2	15.4	17.1	16.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0
Produits des services et du domaine	6.8	7.0	6.6	25.4	10.4	12.9	11.6	16.1	17.5	16.1	19.0	19.3
Dont Reversement [illegible]	2.1	2.6	2.1	2.4	2.6	2.6	2.1	2.6	2.4	2.4	2.4	2.4
Impôts et taxes	79.2	89.9	108.2	116.9	110.0	116.7	130.6	149.3	155.2	196.4	178.4	163.2
Dont [illegible]	2.4	9.4	21.6	30.2	27.2	44.2	54.6	48.3	61.9	93.3	69.6	44.4
Dont [illegible]	16.4	22.2	22.7	24.1	22.9	27.2	21.6	32.1	29.9	22.7	22.9	24.2
Dont [illegible]	24.2	24.6	41.7	22.4	24.6	19.6	27.3	34.7	29.4	40.9	31.2	29.1
Dont [illegible]	4.8	11.4	12.4	12.6	11.4	9.2	13.1	13.2	9.4	8.2	4.2	4.2
Impositions directes	11.7	8.9	9.4	8.9	9.0	13.4	7.9	3.1	3.7	0.5	28.8	22.2
Dotations subv et participations	116.0	118.1	121.2	122.0	143.1	143.3	144.7	144.7	146.6	208.7	256.7	263.9
Dont Prélèvements pour reversement	52.2	52.8	52.2	53.2	44.2	47.2	47.2	47.2	47.2	47.2	47.2	47.1
Dont DGF	29.1	29.1	31.8	32.4	36.8	37.1	29.8	32.1	32.7	33.9	34.8	36.1
											120.0	120.0
Autres produits de gestion	0.7	0.0	0.0	0.4	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	2.2	0.8
RECETTES DE GESTION	259.1	284.9	279.3	299.7	309.5	296.1	303.7	320.2	357.3	436.7	520.6	518.4
Produits financiers	1.3	1.5	1.6	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.9	3.6	4.5	0.0
Produits spécifiques	1.2	3.6	10.4	16.0	1.9	3.6	5.3	9.6	4.1	4.7	3.0	1.2
Reprise amortissements et provisions		1.0	0.0	0.0	0.0	0.0	5.3	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Recettes réelles de fonctionnement	241.6	261.1	291.2	317.7	313.2	301.4	316.1	336.5	343.2	446.9	528.1	519.6
Opération d'ordre transfert entre section	3.3	3.6	4.0	4.5	5.6	5.4	5.6	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2
Recettes d'ordre	3.3	3.6	4.0	4.5	5.6	5.4	5.6	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2
Total Recettes de fonctionnement	**244,8**	**264,6**	**295,3**	**322,2**	**318,7**	**306,9**	**321,7**	**336,7**	**343,5**	**447,1**	**528,3**	**519,8**

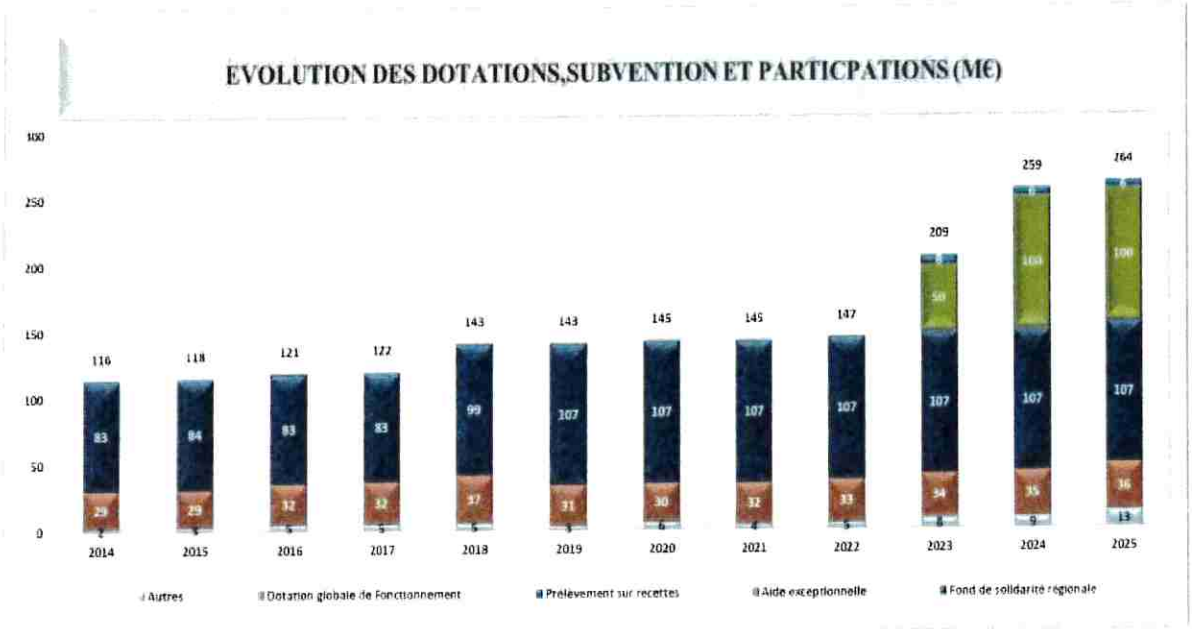
Depuis 2020, les recettes de fonctionnement affichent une progression continue, marquée notamment par une forte hausse de 30% en 2023. En 2025, elles enregistrent toutefois une légère diminution de 2% par rapport à l'exercice précédent.

Cette baisse s'explique principalement par la réduction des fonds perçus par le Département-Région au titre de la péréquation des DMTO : 44 millions d'euros contre 69 millions en 2024, soit une perte de 25 millions d'euros.

1.2. Une progression continue des dotations de l'État

Les concours de l'Etat en 2025 représentent 51% des recettes de fonctionnement de la collectivité contre 49% en 2024.

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE



Les dotations de l'Etat enregistrent globalement une progression continue, avec la plus forte hausse en 2023 (+42%), suivie de +24% en 2024 et +2% en 2025. Elles passent ainsi de 259 millions d'euros en 2024 à 264 millions en 2025.

Cette dynamique, particulièrement marquée en 2023 et 2024, s'explique par le **soutien financier de l'État**, dont bénéficie le Département-Région depuis trois ans et qui représente aujourd'hui 38% des concours financiers.

Le prélèvement sur recettes (PSR), instauré pour compenser les pertes induites par l'application de la fiscalité de droit commun en 2014, est maintenu à un niveau constant de 107 millions d'euros depuis 2019.

La Prestation de Compensation du Handicap (PCH) passe de 2,5 millions d'euros en 2024 à 3 millions d'euros en 2025.

Enfin, l'attribution de 3,1 millions d'euros au titre du Fonds social européen (FSE), conjuguée à une légère revalorisation d'environ 1 million d'euros de la dotation forfaitaire des départements, contribue également à l'augmentation de ces recettes.

1.3. Baisse des produits des impôts et taxes

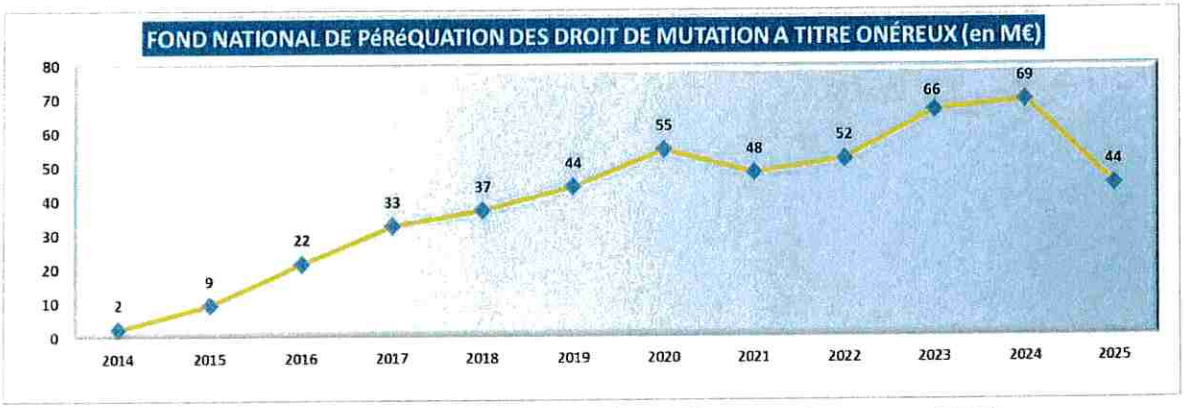
Le produit des impôts et taxes enregistre, pour la première fois depuis 2019, une baisse significative, marquant une rupture avec la dynamique haussière observée ces dernières années. Cette évolution s'explique notamment par la baisse de la PNDMTO ainsi que des ressources liées à la formation professionnelle.

Exécuté à 160 millions d'euros, le produit des impôts et taxes représente 31 % des ressources réelles de fonctionnement de la collectivité.

Le fonds de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) a contribué à l'accroissement des ressources de la collectivité, passant de 2 millions d'euros à 69

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

millions d'euros en 2024. En 2025, il enregistre une baisse significative de 25 millions d'euros, pour s'établir à 44 millions d'euros.



En revanche, **l'octroi de mer** maintient une dynamique soutenue en 2025, avec un produit progressant de 51 millions d'euros en 2024 à 59 millions d'euros (+16%). Cette évolution observée depuis 2023 s'explique principalement, par la révision du taux applicable, porté de 2,5 % à 5 %.

La taxe sur les carburants s'établit à 34,1 millions d'euros en 2025, traduisant une relative stabilité du produit par rapport à l'exercice précédent.

La taxe sur le tabac atteint pour sa part 4,2 millions d'euros, soit un niveau globalement comparable à celui constaté en 2024.

1.4. Une fiscalité directe locale dérisoire

Les recettes issues des contributions directes représentent 4% de l'ensemble des ressources de fonctionnent. Elles s'établissent à 22,2 millions d'euros en 2025, contre 29 millions d'euros en 2024, soit une baisse de 23%.

En effet, la taxe départementale sur les publicités foncière et d'aménagement, taxe sur l'électricité et la taxe sur les conventions d'assurance sont respectivement de 1,4 millions d'euros, 1,3 millions d'euros et 3,6 millions d'euros.

Les ressources issues de la formation professionnelle diminuent en 2025, en raison du non encaissement du solde du Pacte Ultramarin d'Investissement dans les Compétences (PUIC) 2024. Elles s'élèvent ainsi à 12,6 millions d'euros.

1.5. Les autres recettes de fonctionnement

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) connait une forte hausse depuis 2024. La collectivité a ainsi perçu 46 millions d'euros pour 2025, dont 17 millions d'euros correspondant au solde de l'année 2024 et 1,4 millions d'euros de dotation complémentaire destinée aux services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD).

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

Les atténuations de charges s'élèvent à 2,9 millions d'euros. Elles concernent principalement le remboursement du supplément familial de traitement (SFT), qui s'élève à 2,4 millions d'euros.

Par ailleurs, **les produits des services et du domaine s'établissent à 19,3 millions** d'euros, soit un niveau équivalent à celui de 2024. Ils proviennent essentiellement de la redevance du port de Longoni, qui représente 11 millions d'euros, des remboursements des agents mis à disposition à d'autres structures pour 5,5 millions d'euros, ainsi que des recettes issues de la vente des tickets de transport scolaire.

Les produits spécifiques s'élèvent à 1,2 millions d'euros. Ils concernent principalement des produits issus des cessions d'immobilisations, notamment la vente de terrains.

2. Une progression soutenue des dépenses de fonctionnement depuis 2021 dans un contexte de fragilité financière.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 440,3 millions d'euros en 2025, en hausse de 4% par rapport à 2024 (422,4 millions d'euros).

Dépenses de fonctionnement (en M€)

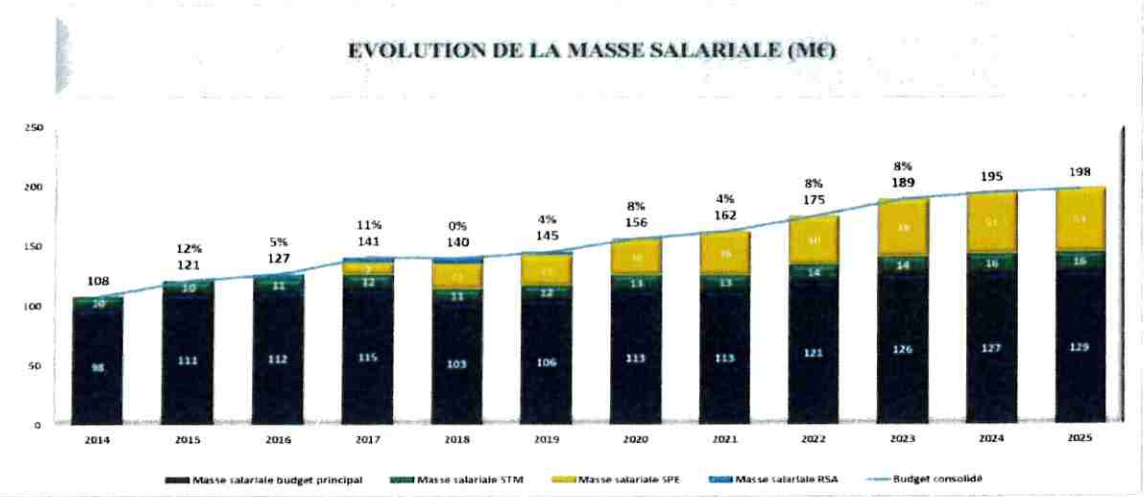
Libellés	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Charges à caractère général	35.5	53.4	46.1	44.8	44.4	47.3	32.7	65.8	74.7	84.0	82.0	74.4
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Charges du personnel	98.2	110.5	112.2	114.8	103.0	105.5	113.0	113.0	121.2	126.3	127.3	128.6
Atténuations de produits	12.5	8.9	1.0	0.9	2.3	2.2	0.7	1.5	1.0	0.4	1.2	0.7
Allocation personnalisée d'autonomie	0.0	0.0	0.3	1.9	2.8	5.7	9.8	13.9	20.7	26.7	29.4	37.3
Revenu de solidarité active	15.0	21.9	30.4	29.2	28.0	5.3	3.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres charges de gestion	63.3	60.4	56.2	51.1	52.2	59.6	61.5	69.0	84.3	124.3	149.6	165.1
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Frais de fct des groupes d'élus	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.0	0.2	0.2	0.2
DEPENSES DE GESTION	224.6	255.1	246.4	242.8	233.1	225.7	240.9	263.2	302.1	361.9	389.6	406.4
Charges financières	5.0	4.7	5.2	4.8	4.4	3.5	3.3	3.0	2.7	2.6	2.5	2.7
Charges spécifiques	12.1	1.3	1.3	13.3	1.4	11.8	9.4	2.0	2.2	1.3	6.2	0.1
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Dotations aux provisions	0.0	10.0	0.0	5.3	5.0	0.0	0.0	0.0	5.0	0.0	5.0	8.7
Dépenses réelles de fonctionnement	241.7	271.2	252.9	266.1	243.9	241.0	253.5	268.2	312	365.8	404.4	417.9
Opération d'ordre transfert entre section	15.9	18.9	15.3	15.3	13.1	12.2	12.0	17.5	15.2	16.0	18.0	22.4
Dépenses d'ordre	15.9	18.9	15.3	15.3	13.1	12.2	12.0	17.5	15.2	16.0	18.0	22.4
Total dépenses de fonctionnement	**257,7**	**290,1**	**268,2**	**281,4**	**257,0**	**253,1**	**265,5**	**285,7**	**327,2**	**381,8**	**422,4**	**440,3**

Ces dépenses se concentrent sur trois postes essentiellement : les charges du personnel, les charges à caractères général et les autres charges de gestion courantes. Ces trois postes budgétaires représentent 84% des dépenses de fonctionnement.

2.1. Des charges de personnels stabilisées

En 2025, la masse salariale consolidée s'élève à 198 millions d'euros, contre 195 millions en 2024, soit une progression modérée d'environ +2 %.

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE



Cette évolution confirme la poursuite de la dynamique engagée les années précédentes, tout en traduisant un rythme de croissance plus maîtrisé.

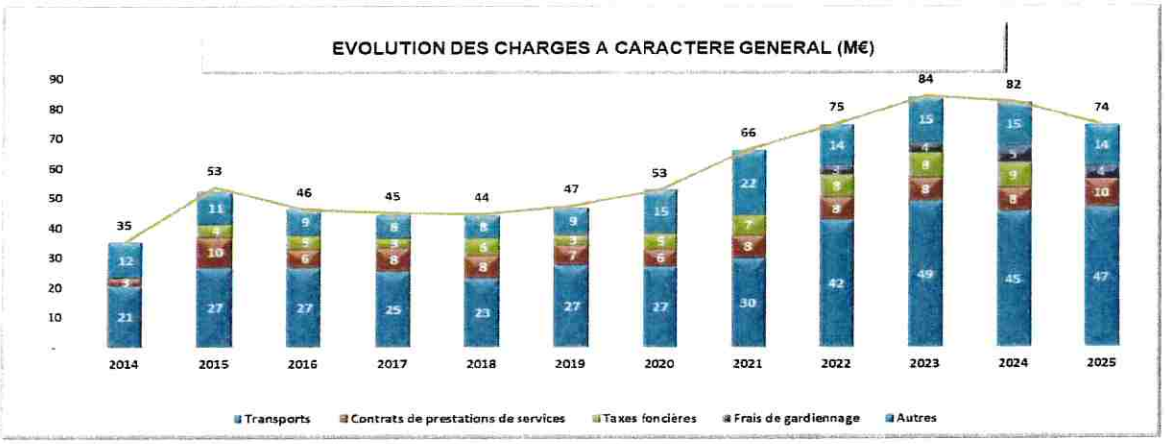
Les charges de personnel du budget principal atteint 129 millions d'euro, en augmentation de 2 millions d'euros, et demeure la principale composante de la masse salariale (environ 65 % du total).

Concernant le budget SPE, ces dépenses progressent également, s'établissant à 53 millions d'euros (+2 millions d'euros), constituant l'un des principaux facteurs d'évolution en 2025. Tandis que pour la DTM elles restent stables à 16 millions d'euros.

Globalement, l'exercice 2025 s'inscrit dans **une logique de stabilisation et de pilotage maîtrisé des dépenses de personnel.**

2.2. Une légère baisse des charges à caractère général

Les charges à caractère général s'élèvent à 74,4 millions d'euros en 2025 contre 82 millions d'euros en 2024, soit une baisse de 9%.



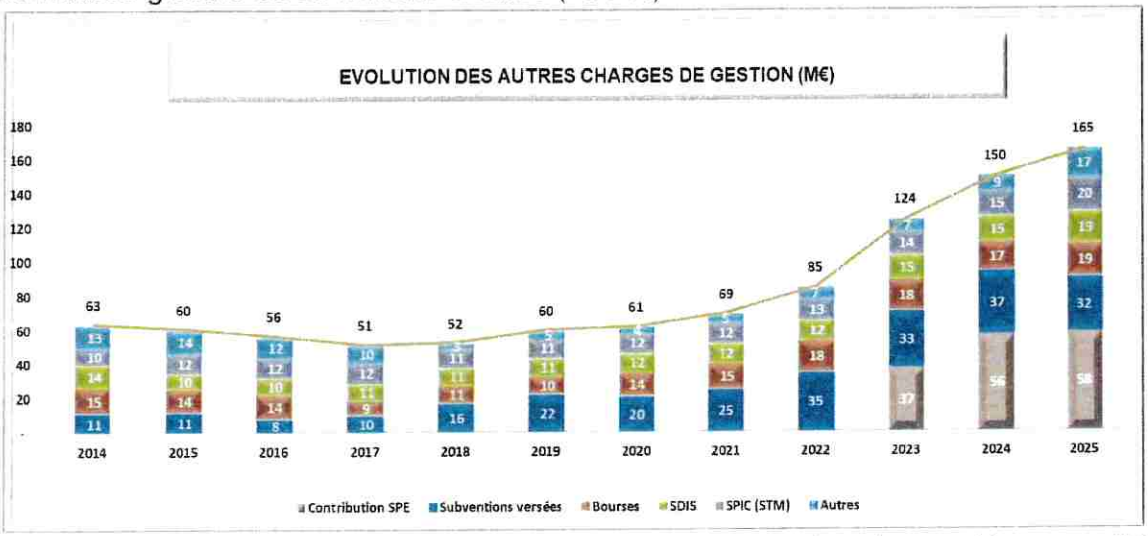
Cette évolution s'explique essentiellement, par l'exonération de la taxe foncière accordée au Département-Région de Mayotte à la suite au passage du cyclone Chido. Malgré cette légère baisse, les charges à caractère général demeurent difficiles à maitriser. En

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

effet, les charges liées au transport scolaire passent de 45 millions d'euros en 2024 à 47 millions d'euros en 2025.

2.3. Les autres dépenses de gestion en augmentation continuent depuis 2018

Entre 2022 et 2025, les autres charges de gestion connaissent une progression soutenue, **passant de 85 millions d'euros en 2022 à 165 millions d'euros en 2025**, soit une hausse globale de 80 millions d'euros (+94 %).



L'année 2023 marque un tournant avec une forte augmentation de ces dépenses (124 millions d'euros), traduisant un changement d'échelle dans le volume des engagements financiers.

Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation de la subvention d'équilibre du budget SPE, qui devient le premier poste de dépense (58 millions d'euros en 2025) depuis 2023 et continue de croître. La subvention d'équilibre du budget de la DTM, s'élevant à 20 millions d'euros, affiche quant à elle une progression moindre.

Les subventions versées se maintiennent à un niveau élevé (plus de 30 millions d'euros par an) ces quatre dernières années. Les bourses (19 millions d'euros) et les participations au SDIS (19 millions d'euros) affichent quant à elles une progression régulière, confirmant l'effort soutenu de la collectivité en faveur des organismes partenaires.

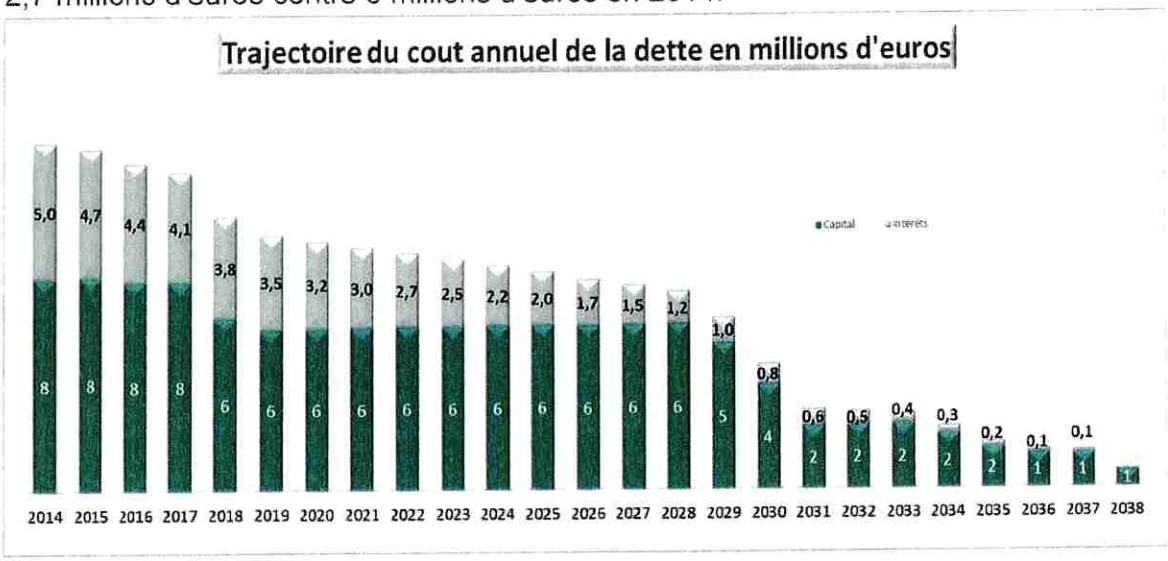
L'absence de revalorisation des dotations liées à l'aide sociale à l'enfance (ASE) et à la protection maternelle et infantile (PMI) fragilise significativement les finances de la collectivité.

En effet, dans un contexte de progression continue des besoins et des charges afférentes à ces politiques publiques, le maintien de ces dotations au même niveau, crée un déséquilibre structurel et réduit les marges de manœuvre financières de la collectivité.

2.4. Les charges financières en baisse

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

Les charges liées aux remboursements d'emprunts diminuent en 2025, s'établissant à 2,7 millions d'euros contre 5 millions d'euros en 2014.



3. Une dynamique d'investissement à consolider face à une mobilisation limitée des financements externes

L'exercice de 2025, affiche 158 millions d'euros de recettes et 156 millions d'euros de dépenses d'investissement.

3.1. Un faible niveau de recettes d'investissement

Les recettes d'investissement s'élèvent à 158 millions d'euros en 2025, contre 120 millions d'euros en 2024 (+32%). Une augmentation générale des recettes favorisées par l'affectation du résultat de fonctionnement de 106 millions d'euros.

ANALYSE DE L'INVESTISSEMENT												
RECETTES D'INVESTISSEMENTS (en M€)	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Subventions d'investissement	20,21	14,27	12,81	19,80	11,18	15,80	9,56	4,13	9,73	30,27	18,92	10,24
FCTVA	1,74	5,07	3,21	3,05	4,87	3,48	5,83	7,76	7,90	7,25	1,26	10,67
Autres recettes d'investissement	0,03	0,07	0,00	1,60	0,81	0,77	0,27	0,23	0,06	0,17	0,26	1,66
Produits de cession d'immobilisation	0,18	0,04	0,40	0,28	1,51	0,23	-	2,67	0,18	0,99	3,04	1,02
Recettes réelles d'invest. hors emprunts	21,97	19,40	16,02	24,45	16,66	20,04	10,47	12,12	16,88	38,67	33,48	23,78
Résultats	-	-	-	13,93	44,88	61,39	53,74	56,20	61,02	16,51	65,45	105,92
Dettes financières	-	4,00	-	-	0,11	0,12	0,18	0,46	0,13	15,00	-	-
Recettes réelles d'investissement	21,97	23,40	16,02	38,38	61,44	81,84	64,36	68,78	68,03	70,18	98,93	129,71
Recettes d'ordre	23,63	18,93	15,31	16,18	17,62	15,50	13,64	18,63	16,01	20,87	21,12	28,42
Recette Total d'investissement	45,61	42,33	31,33	54,56	79,06	97,34	78,00	87,41	84,04	91,05	120,05	158,12

Le fonds de compensation de la **taxe sur la valeur ajoutée** (FCTVA) est de **11 millions d'euros**, en baisse de 1 million d'euros comparé à l'exercice de 2024.

Les **subventions d'investissement perçues** par la collectivité, également évaluées à **10 millions d'euros, enregistrent une diminution de 8 millions d'euros**. Leur niveau

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

de mobilisation demeure encore faible au regard des besoins du territoire en équipements structurants.
Les opérations d'ordre sont évaluées à 28 millions d'euros en 2025. Elles concernent principalement la contrepartie des opérations d'amortissement des immobilisations de la collectivité pour un montant de 22 millions d'euros, ainsi qu'aux remboursements d'avance et études pour 6 millions d'euros.
Ce schéma de financement, fortement dépendant de l'autofinancement, demeure fragile. Sans mobilisation accrue des subventions d'investissement, la capacité de la collectivité à soutenir durablement son programme d'investissement risque d'être compromise.

3.2. Des Dépenses d'investissement en hausse

Les dépenses d'investissement s'élèvent 156 millions d'euros en 2025, contre 116 millions d'euros en 2024, soit une progression de 40 millions d'euros.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS (en M€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses d'équipement brut	21,37	18,00	18,02	17,97	39,77	48,74	47,05	47,27	77,70	72,28	74,45	84,28
Subventions d'équipement versées	11,03	13,16	13,61	7,69	5,57	10,14	24,42	39,22	28,47	32,02	31,75	36,11
Autres dépenses d'investissement	0,02	0,01	0,01	0,01	1,37	0,98	4,43	3,00	0,97	-	-	1,00
Dépenses réelles d'invest. hors emprunts	32,91	31,18	34,64	25,66	44,72	59,86	75,90	86,50	107,14	104,30	106,20	121
Remboursement de capital	7,85	7,93	7,72	7,74	6,41	5,99	6,03	6,85	6,05	6,07	6,85	6,9
Dépenses réelles d'investissement	40,76	39,10	42,36	33,40	51,12	65,84	81,93	93,35	113,18	110,37	113,05	128
Dépenses d'ordre	11,01	3,57	4,04	5,34	10,08	8,60	7,32	1,33	1,05	5,12	3,31	6,26
Solde d'exécution négatif												21,95
Dépenses Total d'investissement	51,77	42,67	46,40	38,73	61,21	74,44	89,25	94,68	114,23	115,49	116,36	156,46

En 2025, les remboursements de capital de la dette s'élèvent à 6,9 millions d'euros, soit un niveau comparable à celui constaté en 2024.
Les subventions d'investissement versées en 2025 atteignent 36 millions d'euros. Toutefois, le niveau des financements effectivement mobilisés apparaît en décalage avec le volume des engagements pris par la collectivité au cours des cinq dernières années.
Sur la période 2023-2025, les dépenses d'équipement représentent en moyenne 77 millions d'euros par an, pour un montant cumulé de 231 millions d'euros. En 2025, ces dépenses enregistrent une légère progression par rapport aux exercices précédents.
Néanmoins, au regard des besoins du territoire et des projets structurants identifiés, l'effort d'investissement doit être renforcé.

4. L'examen des comptes des budgets annexes

4.1. Budget annexe santé et protection de l'enfance (SPE)

Section de fonctionnement

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

BP 2023 - section de fonctionnement							
Dépenses	**CA 2019**	**CA 2020**	**CA 2021**	**CA 2022**	**CA 2023**	**CA 2024**	**CA 2025**
Charges à caractère général	3,7	9,7	5,9	6,9	7,3	7,9	6,2
Charges du personnel et frais assimilés	24,8	29,5	34,9	40,2	48,4	51,3	53,0
autre charges de gestion courante	6,8	10,0	17,6	17,6	23,7	24,1	27,8
Dépenses réelles de fonctionnement	**35,3**	**49,1**	**58,4**	**64,6**	**79,3**	**83,3**	**87,0**
Opérations d'ordre en dépenses	0,2	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6
Total dépenses de fonctionnement	**35,5**	**49,6**	**59,1**	**65,3**	**79,9**	**83,9**	**87,6**
Résultat de fonctionnement cumulé	**122,2**	**94,4**	**59,6**	**18,5**	**5,2**	**8,1**	**4,4**

Recettes	**CA 2019**	**CA 2020**	**CA 2021**	**CA 2022**	**CA 2023**	**CA 2024**	**CA 2025**
Dotations, Subventions et Participations	94,7	24,1	24,1	24,2	24,1	24,2	24,2
Autres produits (dont covid 4M€...etc)	0,2	0,2	0,2	0,0	5,5	6,4	1,8
Subvention d'équilibre					37,0	36,3	57,9
Recettes réelles de fonctionnement	**94,9**	**24,3**	**24,3**	**24,2**	**66,6**	**86,8**	**83,9**
Résultat reporté	62,7	122,2	94,4	59,6	18,5	5,2	8,1
Total recettes de fonctionnement	**157,7**	**146,5**	**118,7**	**83,8**	**85,1**	**92,0**	**92,0**

Pour l'exercice 2025, les recettes de fonctionnement sont évaluées à 92 millions d'euros, soit un niveau similaire par rapport à 2024. Les dépenses de fonctionnement s'élève à 87,6 millions d'euros contre 83,9 millions d'euros en 2024. L'équilibre de ce budget est garanti par une contribution de 57,9 millions d'euros du budget principal.

Les charges du personnel connaissent une augmentation de 2 millions d'euros entre 2024 et 2025. Le niveau de la masse de salariale de ce budget annexe est tiré vers le haut par les rétributions des assistants familiaux.

Les autres charges de gestion se stabilisent à 24 millions d'euros comme en 2025.

Section d'investissement

BP 2023 - section d'investissement							
Dépenses	**CA 2019**	**CA 2020**	**CA 2021**	**CA 2022**	**CA 2023**	**CA 2024**	**CA 2025**
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Dépenses réelles d'investissement	**4,7**	**4,2**	**5,4**	**3,7**	**6,1**	**3,0**	**1,9**
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Total dépenses d'investissemnt	**4,8**	**4,3**	**5,6**	**4,1**	**6,2**	**3,3**	**2,2**
Résultat d'investissement cumulé	**14,1**	**10,4**	**8,8**	**7,7**	**3,6**	**2,2**	**6,5**

Recettes	**CA 2019**	**CA 2020**	**CA 2021**	**CA 2022**	**CA 2023**	**CA 2024**	**CA 2025**
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Recettes réelles d'investissement	**0,0**	**0,0**	**3,2**	**1,9**	**1,4**	**0,9**	**5,6**
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Total recettes d'investissement	**0,3**	**0,6**	**4,1**	**3,0**	**2,1**	**1,9**	**6,5**

De 2023 à 2024, la collectivité a poursuivi ses efforts soutenus en matière d'investissement en faveur des PMI. En 2025, un ralentissement des investissements est toutefois constaté, en raison du contexte exceptionnel de l'année, marqué notamment par le passage du cyclone Chido.

4.2. Budget annexe direction des transports maritimes (DTM)

Section de fonctionnement

Section de fonctionnement							
Dépenses	**CA 2019**	**CA 2020**	**CA 2021**	**CA 2022**	**CA 2023**	**CA 2024**	**CA 2025**
Charges à caractère général	3,0	3,0	3,2	3,4	3,5	3,4	3,7
Charge du personnel et frais assimilés	11,8	12,8	12,9	13,8	14,4	15,0	15,8
Charges exceptionnelles et autres	0,0	0,0	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7
Dépenses réelles de fonctionnement	**14,8**	**15,8**	**16,1**	**17,1**	**18,0**	**20,4**	**20,4**
Opération d'ordre	0,1	0,1	0,1	1,4	1,2	1,2	1,2
Solde d'exécution reporté	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total dépenses de fonctionnement	**15,9**	**16,7**	**17,3**	**18,5**	**19,2**	**21,6**	**21,6**
Résultat de fonctionnement cumulé	**-0,01919737**	**-0,068**	**-0,1**	**0,0**	**0,41**	**-0,9**	**0,1**

Recettes	**CA 2019**	**CA 2020**	**CA 2021**	**CA 2022**	**CA 2023**	**CA 2024**	**CA 2025**
Produits des services et du domaine	4,8	4,2	4,8	5,4	5,4	4,7	2,5
Dotations, subventions de l'Etat	10,0	10,5	12,0	12,5	14,0	15,4	16,6
Autres produits	0,1	0,8	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0
Recettes réelles de fonctionnement	**15,8**	**16,2**	**16,7**	**18,1**	**19,1**	**19,8**	**22,1**
Quote part des subventions d'investissement au résultat de l'exercice	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total recettes fonctionnement	**15,8**	**16,7**	**17,2**	**18,6**	**19,6**	**20,3**	**22,6**

En 2025, les recettes de fonctionnement atteignent 22,6 millions d'euros, principalement constituées d'une subvention d'équilibre de 19,6 millions d'euros.

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 21,6 millions d'euros, traduisant une gestion globalement maîtrisée.

Envoyé en préfecture le 09/06/2026
Reçu en préfecture le 09/06/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260526-DL2605260128A-DE

Les charges de personnel de la DTM restent stables par rapport à 2024 (16 millions d'euros) et représentent 74 % des dépenses de fonctionnement, confirmant ainsi le poids prépondérant de la masse salariale dans la structure de ce budget.

Section d'investissement

Section d'investissement							
Dépenses	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Immobilisations incorporelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Subvention d'investissements					3,1		
Immobilisations corporelles	0,3	0,2	1,2	2,8	0,9	0,6	9,5
Immobilisations en cours	0,0	0,0	1,9	6,7	6,7	0,5	0,4
Dépenses réelles d'investissement	**0,3**	**0,2**	**3,1**	**9,4**	**10,7**	**1,1**	**9,9**
Opération d'ordre	0,0	0,5	0,5	1,1	1,8	0,5	0,5
Total dépenses d'investissement	**0,2962**	**0,7**	**3,6**	**10,6**	**12,5**	**1,6**	**10,4**
Résultat d'investissement cumulé	**0,8008**	**0,401**	**-2,4**	**0,0**	**0,7**	**2,8**	**-1,0**

Recettes	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Subventions d'investissement / FCTVA	0,0	0,0	0,0	8,5	10,8	3,2	5,5
Recettes réelles d'investissement	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**8,5**	**10,8**	**3,2**	**5,5**
Opération d'ordre entre section	1,1	1,1	1,1	2,0	2,5	1,2	1,2
Recettes d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total recettes d'investissement	**1,0970**	**1,1**	**1,2**	**10,6**	**13,3**	**4,4**	**6,7**

Les recettes d'investissement s'élèvent à 6,7 millions d'euros, tandis que les dépenses atteignent 10,4 millions d'euros.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de renforcer la mobilisation des ressources afin de soutenir la modernisation des équipements et la mise en œuvre du projet de transport interurbain engagé.

Il vous est proposé d'adopter le compte financier unique 2025 du budget principal ainsi que des budgets annexes Santé et Protection de l'Enfance (SPE) et Direction de Transports Maritimes (DTM). Ces comptes présentent une parfaite concordance, tant dans leurs résultats détaillés que globaux, avec les comptes établis par le Payeur départemental.

Le Président de l'Assemblée de Mayotte

ASSEMBLÉE DE MAYOTTE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ben Issa OUSSENI